

Luttes et révoltes d'aujourd'hui

La crise des banlieues, novembre 2005

**Entrevue avec Michel Pialoux,
par Monique Boireau-Rouillé**

MBR. Michel Pialoux, vous avez publié avec Stéphane Beaud en 2003 Violences urbaines, violences sociales, et au fond vous êtes, je pense, étonné que certains se soient étonnés de cette révolte des banlieues, des émeutes de novembre 2005.

MP. Oui, on peut dire que cette révolte ne nous a pas vraiment surpris, encore que... En octobre-novembre, nous étions loin du terrain de Sochaux, mais quand on suit avec attention l'actualité on est toujours indigné... quand on voit survenir des violences comme celles qui sont survenues à Clichy fin octobre 2005. C'est vrai que l'on est un peu « formé » maintenant à la fois à s'indigner, et à constater que ces événements troublent au fond très peu les gens. En effet, c'était quand même, dès que l'on a connu un peu mieux le déroulement de l'affaire, une histoire très significative de violences, au départ, et très vite, on l'a su depuis, de dissimulation. Personnellement, je n'ai pas du tout pensé que les choses allaient s'étendre comme elles l'ont fait. J'étais dans un village du Sud-Ouest et j'ai entendu les gens au marché parler de « violences » dans la banlieue nord de Paris. La radio et la télévision avaient évoqué des personnes qui avaient été agressées chez elles, par des jeunes issus de l'immigration, et c'était cela qui produisait de l'indignation... Je me disais : voilà encore ce que la télé produit sur des gens qui ne connaissent rien à ce monde des banlieues.

C'est comme ça que j'ai appris que des événements importants (violences ? émeutes... on ne savait pas comment les nommer) étaient en train de se dérouler dans le nord de la Seine Saint-Denis. Après, ce qui m'a surpris, c'est la vitesse avec laquelle le mouvement de révolte



des jeunes s'est propagé dans toute la France. Il faudrait refaire la chronologie dans le détail, jour après jour; mais on a l'impression surtout que des déclarations ont alimenté le feu; il y a eu aussi l'histoire de la grenade envoyée dans la mosquée et tout un enchaînement qui a fait qu'une sorte d'explosion finalement a eu lieu et que l'incendie s'est propagé dans des zones où personne ne pouvait penser que ça allait « brûler ».

– Vous, vous pensez que l'histoire de la grenade lacrymogène qui avait été prétendument lancée dans la mosquée, et sur laquelle on est revenu en arrière, c'était le genre d'information susceptible de jeter le trouble finalement dans les esprits, ça réduisait les choses à des provocations? Mais après, dans la détermination des jeunes à mettre en place ce processus de brûler des voitures tous les jours, presque, pour passer à la télé, est-ce que cet événement-là a été

important? En fait, ce que j'aimerais savoir, c'est si dans votre analyse la religion joue un rôle important?

– Je vais dire pas du tout, même si je suis excessif en disant cela; cette explication en lien avec la religion peut surgir comme rationalisation après coup; mais ce qu'il y a avant tout, et c'est ce qu'on analyse dans notre livre, c'est pour ces jeunes le sentiment d'être traités comme des chiens, sans cesse humiliés, d'être dans une situation d'où ils ne vont pas sortir et sur laquelle tout le monde dit ou écrit des bêtises, c'est cette situation de refus, de non-acceptation de l'image qu'on donne de vous...

C'est tout cela et aussi l'impossibilité d'avoir un avenir qui est venu d'un seul coup à la surface et s'est traduit par ces violences. Il me semble que le thème de la religion est tout à fait mineur... Mais j'y insiste très fortement, nous, on



n'a pas enquêté sur ces événements-là...

Je suis revenu à Montbéliard récemment et j'ai bien sûr posé des questions à des gens de la ZUP sur laquelle nous avons enquêté au début des années 2000, mais ils ne m'ont pas dit beaucoup de choses nouvelles à ce sujet; en tout cas, la question du rapport à la religion n'a jamais ressurgi... Il me semble que les islamistes n'ont pas cherché à jeter de l'huile sur le feu, au contraire, ils tentaient plutôt de calmer le jeu.

– *Oui, c'est ce qu'ont dit les médias. Mais ils ont évoqué la religion, une sorte de façon de l'introduire à tort ou à raison dans cette affaire, avec les imams qui demandaient aux jeunes de rentrer chez eux; je me suis un peu demandé s'il n'y avait pas là un effet pervers de la télé qui, en évoquant ce thème et en montrant ces imams même dans un « bon » rôle, engendrait l'idée d'un rôle important de la religion, les imams assurant le contrôle social, le quadrillage social dans un lieu où la police « républicaine » n'entre pas ou plus, ou difficilement. C'était aussi une façon de montrer ou d'évoquer un certain communautarisme, avec les peurs que ce phénomène engendre.*

– C'est vrai, ce fait existe; je reviens de Montbéliard, et un article de journal rendait compte d'une grosse bagarre qui avait éclaté à la suite d'un mariage où des jeunes d'une cité s'étaient « invités », dans une autre cité. L'article développait l'idée que les imams étant intervenus, que

c'étaient eux qui avaient rétabli l'ordre. Et l'ami ouvrier chez qui j'habitais s'indignait très fort de cela, dans une tradition « républicaine » et laïque. Mais dans les violences de novembre, me semble-t-il, cela n'a pas beaucoup surgi. Ces jeunes se mobilisaient rapidement, ils savaient ce qu'ils faisaient en mettant le feu à des voitures, ils connaissaient le sens de leurs actes, et je pense que cela s'est fait en dehors de toute intervention de groupe organisé; c'étaient plutôt de petits groupes de jeunes et de très jeunes, qui se connaissaient et qui étaient liés par diverses formes de complicité.

– *On voit bien la forme symbolique de contestation qu'il y a dans le fait de brûler des voitures, face à une société de consommation qui refuse de vous intégrer, mais les voitures brûlées étant celles de leur famille ou voisins, il y avait là quelque chose de totalement désespéré dans cette forme de contestation...*

– Oui, nous, on parle de mouvement autodestructeur. Tout se passe comme si ces jeunes avaient senti que le comportement de la police leur donnait une occasion unique de « marquer le coup », d'attirer les projecteurs sur eux, les caméras de TV, d'organiser du spectacle, et pour cela, les flammes, il n'y a rien de mieux. Mais il y avait aussi la volonté d'empêcher l'extension aux habitations; ce sont souvent des écoles, des bibliothèques, des gymnases qui ont brûlé... Dans l'analyse qu'on faisait sur les violences à Montbéliard en 2000, on insistait sur le fait que les écoles étaient préservées, alors que la cité de justice et le centre commercial avaient brûlé. Six ans plus tard, l'évidence s'impose, les espoirs qui pouvaient être encore placés dans l'école sont définitivement cassés; il y a eu trop d'humiliations subies. D'où le fait que les bâtiments scolaires sont touchés.

C'est une incitation à réfléchir sur la façon dont l'école tend à être vécue par beaucoup comme une violence, qu'on y reste ou qu'on en sorte, avec ou sans diplôme. C'est à mettre aussi en rapport avec le développement de l'absentéisme scolaire.

– *L'école ne remplit plus son rôle minimum d'institution intégratrice...*

– Bien sûr, il faudrait distinguer... Il y a les filles et il y a les garçons... Chez les garçons, il y a ceux qui arrivent à avoir un BEP ou un Bac pro, et même un bac général. Il y a aussi ceux qui s'aventurent dans les universités; ils rament dans le premier cycle, n'ont pas les comportements qu'on attendrait d'eux, et s'ils sont reçus, ils le sont d'extrême justesse, etc. Beaucoup, après trois ou quatre ans d'études, se retrouvent dans la galère, avec une énorme déception. Il y a cette catégorie-là et ceux qui n'arrivent même pas à cela, et ils sont nombreux, sans rien; ils ont alors des comportements a-ou anti-scolaires, violents, ils insultent, ils agressent...

– *Dans votre dernier article, vous mettiez en évidence, sans la reconduire bien sûr, la césure entre « la racaille » et les « vrais jeunes », entre ceux qui ont un espoir d'intégration et les laissés-pour-compte du système; et vous dites que maintenant la frontière entre ces deux catégories est très floue, il n'y en a plus; la désespérance s'est généralisée.*

– Les différences existent quand même, mais en novembre, il me semble qu'il y a eu une forte porosité, et qu'une fraction de ces jeunes scolarisés, moins marginalisés a pu se reconnaître dans les émeutiers et participer à l'émeute aussi. Quand on regarde les caractéristiques des gens qui ont été arrêtés et ont été

condamnés, on voit qu'il y en a parmi eux qui sont allés au-delà du bac, ce ne sont pas des « repris de justice », comme on dit, c'est très mélangé. Nous aussi, en 2000, on avait réfléchi sur les attitudes du reste de la population des quartiers face aux « émeutiers ». Personne n'approuvait pleinement, on condamnait le plus souvent. Mais la question est de savoir comment on condamne, les modulations de la condamnation; en ce qui concerne les parents, les pères condamnent sévèrement, les mères beaucoup moins; les sœurs aussi, c'est un révélateur, insistent beaucoup sur les humiliations subies par leurs frères, les discriminations dont ils sont l'objet sur le marché du travail.

– *On dit souvent que les filles sont plus intégrées et en veulent aux garçons de cette image négative qu'ils donnent de violence, de désertion de l'école; y a-t-il vraiment une différence entre garçons et filles ?*

– Oui, il y a une différence. En banlieue parisienne, en novembre, c'était masculin. Dans nos enquêtes à Sochaux, il y avait eu beaucoup d'embauches d'intérimaires, et les jeunes filles issues de



l'immigration apparaissent pour les DRH [Direction des Ressources Humaines] comme des ouvrières idéales : pas d'histoires avec elles ; tandis que les garçons fauchaient, cherchaient la bagarre, étaient très «susceptibles». Mais ce qui nous a aussi frappés, c'est que les filles comprenaient très bien les garçons, et étaient capables de tenir des discours argumentés sur ce qui avait poussé les garçons à la révolte ; elles n'étaient pas dans une logique de réprobation, sauf par moments (en raison du machisme), mais malgré tout dans la solidarité ; elles entraient dans la logique de leurs souffrances et de leurs contradictions ; les filles refusaient de condamner les garçons ; il y avait toujours une volonté en profondeur de les comprendre, par référence à la situation familiale... Et cela même si des choses choquantes dans les comportements des garçons dans la cité leur donnaient des raisons de se rebiffer. Les pères, eux, manifestaient une condamnation très violente, un désir d'ordre. Cela les renvoyait à l'échec de leur position de père de famille ; tout cela est à lier, bien sûr, aux problèmes de chômage, de maladie professionnelle ; c'étaient souvent des hommes usés. Et là, c'est la révolte des enfants. On ne veut pas reproduire ce qu'ont été nos pères et la misère de leur condition. C'est là qu'on est dans le paradoxe et la contradiction, car à travers l'intérim, les jeunes même diplômés se retrouvent avec un travail étrangement proche de celui de leurs pères ; mais en même temps, on est content d'avoir un boulot, même en intérim, quand 40 % des copains sont au chômage...

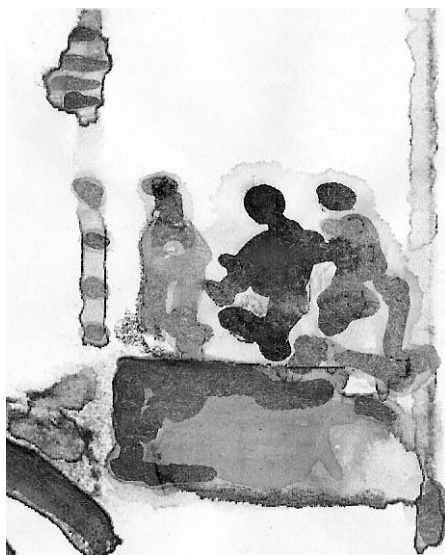
– *Autres contradictions : il y a eu des interventions de jeunes de banlieues dans les manifestations anti-CPE des étudiants et lycéens ; cela s'est mal passé... du racisme à l'envers, du machisme, «dépouille» et*

tabassage des petits blancs... tout cela ne rentre pas dans le schéma «bien pensant» sur les exploités ? On a là deux univers ?

– J'ai vu des images à la télé, mais je n'ai pas travaillé là-dessus... Je ne suis pas très surpris ; peut-être surpris de la forme organisée que cela semble avoir pris... C'était tellement tentant : comme les manifestations étaient fréquentes, cela donnait des occasions pour ceux qui voulaient rapiner. Mais c'était improvisé... Ils profitaient de l'occasion, des circonstances. Je ne sais trop quoi en dire. La descente dans les quartiers riches, cela fait penser au XIX^e siècle, mais avec la mise à l'écart de toute logique politique, militante... Ceux qui étaient présents n'agissaient pas en référence à un «idéal» mais dans une logique de prédation.

– *De jeunes copains radicaux se sentent en proximité avec les refus des jeunes de banlieues. Peut-il y avoir alors des luttes communes ? Ou quelque chose en commun, en dehors de la haine des flics ?*

– Le désir de comprendre les autres, c'est déjà important, mais le type de ressources dont les jeunes «radicalisés» disposent pour affronter l'existence est quand même très différent. Les types frappés du stigmate de la cité ou de l'immigration, de la déscolarisation, tout oblige à en dire qu'à 90 % ils vont vivre sous le signe de l'échec social. Ils sont très fortement marqués par ça. De l'autre côté, les jeunes «radicaux», qui ont souvent un autre type de formation scolaire, ont objectivement certaines chances de s'en tirer, d'une autre façon. La similarité de condition... Oui et non, c'est cela qu'il faut regarder de plus près. Certains de ces «radicaux» sont issus de familles d'«ouvriers» ou d'«employés» (au sens statistique), dont la condition est proche des jeunes des cités, d'autres non.



On le voit dans des réunions politiques, à la façon de parler. Je persiste à penser, en vieux sociologue objectiviste, que ces différences d'origine entrent en ligne de compte. Mais c'est sûr aussi que, quand des « bombes » sociales éclatent, comme celles de novembre, des rapprochements peuvent se faire, se poursuivre, avec, bien sûr, des ambiguïtés. Par exemple, ce qui s'est passé à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales; dans le fantasme de certains il y a eu l'idée de la réunion entre des éléments radicaux issus de situations sociales très différentes; ça a fait abominablement long feu, mais quelque chose aurait pu se produire, s'il y avait eu par exemple, une intervention des flics. Je pense qu'il faut regarder au coup par coup... Il y a des situations d'exaspération qui entraînent des explosions, il y a ensuite la façon dont les médias en rendent compte, qui peut nourrir la rage de beaucoup de gens plus ou moins intellectualisés. Il y a trop d'éteignoirs posés sur certaines choses. Cela renforce l'idée que des gens qui ont vécu dans des situations très différentes ont beaucoup de points en commun. On peut s'attendre à ce qu'il y ait beaucoup de violences qui surviennent dans certains groupes, qui ne sont pas des

groupes paupérisés et marginalisés comme ceux des banlieues, mais ulcérés par la façon dont ils sont niés, dont leurs espoirs ont été trompés...

– *Vous pensez à quels groupes? Les jeunes contre le CPE par exemple?*

– Oui, il y a eu des analyses très radicales de la part de ces jeunes engagés dans les manifestations qui vont affronter des situations très différentes de celles auxquelles leur diplôme semblait les préparer. Il y a une déception très forte, même si certains disent s'y être faits, beaucoup portent en eux une blessure qui ne guérira pas vite.

– *La crise des représentations de l'avenir serait-elle plus mobilisatrice pour les jeunes que les déceptions réelles comme le chômage, l'insécurité matérielle? La panne des projections de l'avenir est-elle plus mobilisatrice que la panne de la matérialité des moyens de vie?*

– Oui, les situations des jeunes sont parfois très proches: chômage, précarité, petits boulots intermittents, mais surtout l'absence d'avenir à l'échelle de dix ou quinze ans... L'idée de progrès a comme disparu.

– *C'est un élément majeur; l'impression que les réformes qui peuvent être faites ne vont pas dans le sens d'un progrès.*

– Le mot « réforme » a totalement changé de sens, et ne signifie plus une amélioration des rapports sociaux qui profite à tous. Il connote l'idée d'une nouvelle dynamique qui va profiter à certains et en faire plonger d'autres. Ce mot suscite aujourd'hui la défensive. Si on nous annonce une réforme, c'est pour casser une forme de protection... R. Castel a bien vu cela. Ce qu'il dit autour du

«précarier» me paraît juste. C'est cela qui s'est joué entre 1995 et 2005, la régression sociale qui touche les éléments déjà fragilisés.

– *La France est-elle dans un état plus catastrophique que les pays européens ?*

– En Allemagne, il y a un peu la même chose structurellement, mais il y a la situation de l'Allemagne de l'Est et son taux de chômage, et puis la marginalisation des immigrés n'a pas été la même. Les taux de chômage sont différents d'une région à l'autre, les jeunes ne sont pas la «variable d'ajustement» comme en France. Mais sur l'inquiétude des classes populaires face à l'avenir, on a quelque chose de similaire. Chez les ouvriers de Mercedes, à Stuttgart, on retrouve les mêmes sentiments qu'à Sochaux chez Peugeot, les inquiétudes sont semblables, la délocalisation des emplois manuels inquiète, même si la détérioration des conditions est moindre en raison de la force du syndicat; les ouvriers sont aussi un peu plus qualifiés. Mais quand même, les processus de fragilisation sont du même ordre; l'évolution des structures de l'emploi est la même, les logiques de sous-traitances semblables, les transformations douloureuses du même type.

– *Dans les années à venir, pensez-vous que des explosions comme celle de novembre vont se reproduire, à partir d'un déclencheur imprévisible ?*

– Oui. Le choc de novembre renvoie à une situation sociopolitique très instable. Avec Le Pen au second tour des élections présidentielles de 2002, c'est tout le système qui a été secoué; puis il y a eu le "non" à l'Europe, ce n'est certes pas du même ordre, mais il y a une situation politique incertaine et explosive.

– *Pensez-vous qu'il peut se produire des secousses, puisque nous sommes dans un terreau où le refus du système pourrait s'exprimer, sommes-nous dans un contexte porteur pour des explosions, alors que depuis dix ans on avait l'impression que le social était un «ventre mou», que la résignation dominait; alors que là, il y a eu un refus, un non au référendum, les mobilisations contre Le Pen et puis cette année...*

– Oui, le refus de Le Pen s'est accompagné de certaines formes de prise de conscience. On parle beaucoup de «populisme». Mais ce mot ne signifie pas grand'chose; la «montée du populisme» qui inquiète les partis installés ne rend pas compte de la prise de conscience de nouvelles formes de domination et de la nécessité d'y résister. De même, la montée de l'abstention... Beaucoup de ceux qui votaient PC se sont orientés vers l'abstention. C'est un signe. Ce n'est pas du désintérêt par rapport à la politique. Et la transformation du système scolaire a des effets complexes. 60 ou 70 % des jeunes au bac et dans les études supérieures, cela signifie aussi l'accès à une autre forme de culture. Donc l'idée que quelque chose de foncièrement nouveau pourra survenir n'est pas dénuée de sens. S'il y a beaucoup de résignation, il y aura aussi des révoltes dont on ne sait pas sur quoi elles déboucheront, le meilleur ou le pire.

Interview réalisée fin mai 2006